



COMITE DU DEVELOPPEMENT  
(Comité ministériel conjoint  
des  
Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds  
sur le  
transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**DC2002-0002**  
**29 mars 2002**

**TENDANCES RÉCENTES DU TRANSFERT DE RESSOURCES  
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint une note d'information sur les Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement, préparée par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 21 avril 2002 du Comité du développement. (Cette note s'inspire de *Global Development Finance 2002*.)

**Tendances récentes du transfert de ressources  
aux pays en développement**  
**Note d'information établie par les services de la Banque mondiale  
pour la réunion d'avril 2002 du Comité du développement<sup>1</sup>**

**Apports de capitaux des marchés financiers internationaux**

L'économie mondiale s'est fortement ralentie en 2001, entraînant une nette réduction des apports des marchés financiers (émissions obligataires, prêts bancaires et émissions internationales de titres) aux pays en développement. La croissance mondiale est tombée à 1,2 %, ce qui marque un recul de 2,7 points de pourcentage par rapport au chiffre de l'année précédente et représente le plus fort ralentissement de la production depuis le premier choc pétrolier de 1974 (tableau 1). Ce ralentissement de l'activité économique a coïncidé avec une décélération sans précédent de 14 points de pourcentage du commerce mondial qui, après avoir enregistré une croissance record de 13 % en 2000, a accusé un déclin de 1 % en 2001.

Tableau 1 : Situation économique mondiale, 2000-2003

<i>Variation en %</i>	2000	2001 <sup>a/</sup>	2002 <sup>b/</sup>	2003 <sup>b/</sup>
Commerce mondial	13,1	-0,8	1,8	8,3
PIB mondial	3,9	1,2	1,3	3,6
Pays industrialisés	3,5	0,8	0,8	3,2
Pays en développement	5,4	2,8	3,2	5,0

a/ Estimations

b/ Projections

Le ralentissement observé dans les pays industrialisés a signifié, pour les pays en développement, une réduction de leurs recettes d'exportation et, partant, de leur capacité d'emprunt, bien que la baisse des taux d'intérêt ait en partie atténué cette tendance. Les pays les plus touchés ont été les exportateurs de produits de base autres que le pétrole, les prix de ces produits ayant chuté de 9 % en 2001 après avoir déjà fortement décliné depuis 1997-98.

L'autre effet du ralentissement économique a été de réduire les apports de capitaux privés aux pays en développement. Les engagements à long terme des marchés financiers à l'égard de ces pays ont reculé de 228 milliards de dollars en 2000 à 171 milliards en 2001 (tableau 2). Depuis le chiffre record de 1997, les engagements des marchés financiers sont tombés d'un niveau représentant 5 % du PIB des pays en développement à moins de 3 %. La baisse des apports des marchés financiers en 2001 reflétait aussi une contraction de la demande dans quelques pays en développement parmi les plus solvables. Ce déclin ressort également des données relatives aux apports nets des marchés financiers (décaissements moins amortissement), lesquels sont tombés de 59 milliards de dollars en 2000 à -8 milliards en 2001 (somme des prêts privés et des prises de participation dans le tableau figurant en annexe)<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Le présent document s'inspire de *Global Development Finance 2002*.

<sup>2</sup> Dans une certaine mesure, la baisse des apports des marchés financiers a été compensée par l'augmentation nette des recours aux crédits du FMI, qui sont passés de -10,8 milliards de dollars en 2000 à 13,5 milliards en 2001.

C'est au niveau des prêts bancaires et, dans une moindre mesure, des émissions de titres que la chute a été la plus marquée. Les émissions obligataires des pays en développement sont en revanche restées stables, car beaucoup de ces pays qui ont recours au marché obligataire pour leurs emprunts jouissent à ce titre d'une notation de première qualité et ont donc moins souffert de la moindre propension des investisseurs à prendre des risques.

Tableau 2 : Engagements des marchés financiers pour les pays en développement, 1991-2001

<i>(USD milliards)</i>	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>
Total	77	80	116	135	173	236	316	189	178	228	171
Émissions obligataires	11	20	50	46	53	98	114	73	68	68	68
Prêts bancaires	61	54	57	73	113	125	179	108	90	125	93
Prises de participation	5	6	8	17	8	14	22	9	20	35	10

a/ Estimations

Note : Les données figurant dans ce tableau représentent les engagements bruts, et diffèrent donc de celles du tableau de l'annexe, qui correspondent aux décaissements bruts moins l'amortissement. Celles sur les prises de participation rendent uniquement compte des offres initiales de titres commercialisées par-delà les frontières, et n'englobent pas les achats nets de titres par les étrangers sur les marchés des valeurs nationaux (ceux-ci figurent à la ligne « prises de participation » dans le tableau de l'annexe).

La baisse des engagements des marchés financiers s'est aggravée en 2001, ces engagements étant tombés à 16 milliards de dollars par mois environ au cours du premier semestre (contre 19 milliards par mois en 2000), pour n'atteindre plus que 9 milliards de dollars par mois au lendemain des attaques terroristes du 11 septembre (tableau 3). Le spread appliqué aux obligations des pays en développement a fait un bond à 924 points de base à la suite de ces attaques, alors qu'il était de 716 points de base au premier semestre. Mais hormis pour l'Argentine et la Turquie (les deux principaux pays les plus en proie à des crises économiques internes), la hausse des spreads a été modérée. Les engagements ont repris au cours du dernier trimestre, mais ils sont restés bien en-deçà de leur niveau de 2000.

Tableau 3 : Engagements des marchés financiers et spreads pour les pays en développement, 2000-2001

	2000	2001			
		Janv.-Juin	Juill.-Août	Sept.-Oct.	Nov.-Déc.
<i>(Moyenne mensuelle, USD milliards)</i>					
Engagements des marchés financiers	19,3	15,8	12,7	9,3	16,6
Obligations	5,7	6,9	4,1	2,5	6,8
Banques	10,6	7,7	7,9	6,7	9,1
Prises de participation	3,0	1,2	0,6	0,2	0,7
<i>(Points de base)</i>					
Spreads des pays en développement	707	716	844	924	865
Argentine et Turquie non comprises	507	440	416	447	404

Sources : Dealogic, JP Morgan Chase et estimations des services de la Banque mondiale.

Note : Les spreads des pays en développement renvoient à l'indice JP Morgan Chase des obligations des marchés émergents, qui utilise une pondération par pays sur la base de la capitalisation boursière de l'encours de la dette.

Après une reprise au dernier trimestre de 2001, les engagements des marchés financiers pour les marchés émergents (prêts bancaires, en particulier) ont de nouveau faibli en janvier et février 2002. Durant cette période, les engagements mensuels moyens de prêts bancaires pour les pays en développement sont tombés à l'un des plus faibles niveaux observés, dans les années 80. Cet effondrement peut dans une certaine mesure être le reflet de facteurs intrinsèques, tels que le calendrier de transactions majeures, plutôt que d'une détérioration supplémentaire de l'accès au marché. Nous nous attendons à un redressement des apports des marchés financiers en cours d'année, à mesure de la reprise de l'activité économique mondiale dans le contexte de taux d'intérêt relativement bas.

À la différence de celles de la fin des années 90, la crise argentine a eu des effets de contagion limités. L'augmentation des spreads au niveau des autres marchés émergents durant les principaux épisodes de cette crise a été variable, et ces spreads ont eu tendance à retrouver leurs niveaux antérieurs assez rapidement (tableau 4). Trois séries de raisons expliquent cette absence d'effet de contagion : a) bon nombre d'acteurs du marché avaient prévu cette crise, si bien qu'elle a eu moins d'impact immédiat ; b) les pays en développement se sont dotés de politiques financières plus prudentes, ramenant l'inflation à des niveaux plus bas, prenant des mesures dans le sens d'un assouplissement des taux de change, augmentant leurs réserves en devises et réduisant leur endettement à court terme (de 92 % au milieu de 1997, le ratio moyen de la dette à court terme aux réserves des principaux marchés émergents était tombé à 40 % au troisième trimestre de l'année dernière) ; et c) la récession dans les pays industrialisés, qui s'est accompagnée de taux d'intérêt peu élevés et d'une baisse des cours sur les marchés boursiers, a rendu moins attrayantes les alternatives aux investissements dans les pays en développement.

Tableau 4 : Évolution des spreads en périodes de crise, 2000–2001  
(points de base)

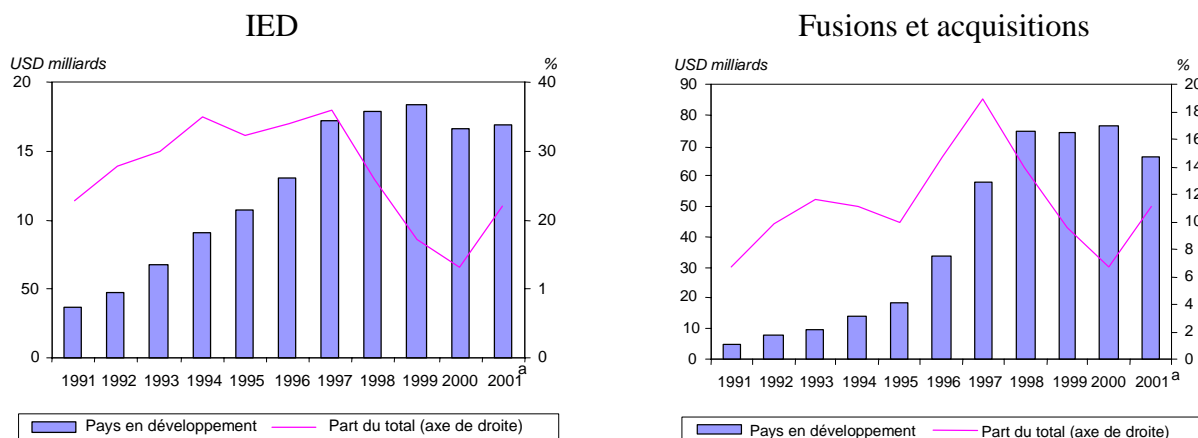
	Octobre 2000	Avril 2001	Juillet 2001	Décembre 2001
Argentine	317	363	874	3806
Pays en développement, Argentine et Turquie non comprises	64	-1	68	-46

Note : Chaque période de crise est définie comme allant du minimum précédent du spread à son point maximum. Les pondérations utilisées pour les pays en développement, Argentine et Turquie non comprises, en décembre 2001 diffèrent légèrement des périodes antérieures.

### Investissement étranger direct

Les apports nets d'investissement étranger direct (IED) aux pays en développement se sont chiffrés à 168 milliards de dollars en 2001, soit un niveau pour ainsi dire inchangé par rapport à celui de 2000 (figure 2 ; voir également l'annexe). Cette stabilité tranche par rapport à la tendance des flux mondiaux d'IED, qui sont tombés de 1 300 milliards de dollars en 2000 à 800 milliards de dollars en 2001 (figure 2). Cette baisse des flux mondiaux et cette stabilité des apports d'IED aux pays en développement signifient que la part de ces derniers a augmenté en 2001, inversant en partie le net fléchissement enregistré dans la seconde moitié des années 90. Cela reflète l'amélioration de la situation de beaucoup de marchés émergents après les crises de la fin des années 90, de même que la récession des pays industrialisés conjuguée à l'effondrement de leurs marchés boursiers qui a alimenté la vague de fusions et acquisitions.

Figure 2 : IED et fusions/acquisitions dans les pays en développement



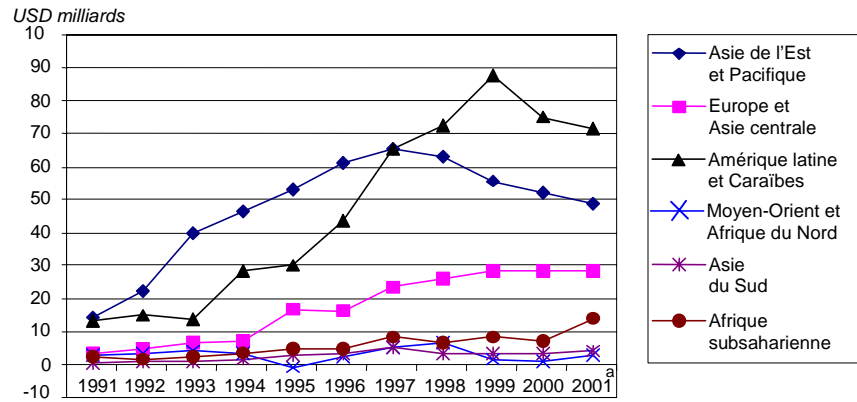
Source : Banque mondiale, Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux, années diverses ; CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001* ; et estimations des services de la Banque mondiale pour 2001.

Bien que les flux d'IED aient dans l'ensemble été stables en 2001, on a observé des différences notables d'un pays à l'autre. Par rapport à l'année précédente, huit des dix principaux pays bénéficiaires ont enregistré des variations de 20 % ou plus (à la hausse ou à la baisse) au niveau de leurs apports. Ces changements ont été en partie le fait de quelques opérations de grande envergure, notamment la vente du groupe financier mexicain Banamex-Accival pour un montant de 12,5 milliards de dollars, et le rachat de la compagnie minière sud-africaine De Beers par des intérêts extérieurs qui se sont portés acquéreurs de parts de la société pour 20 milliards de dollars. Dans d'autres pays, les variations des apports d'IED ont reflété l'évolution du contexte économique général plutôt que l'effet de quelques transactions. On peut citer à titre d'exemples : le Brésil, où les incertitudes économiques ont limité les apports entièrement nouveaux d'IED ; l'Argentine, où la diminution des apports d'IED a reflété le ralentissement des opérations de fusion et d'acquisition privées face aux difficultés économiques croissantes ; la Corée, où le processus de restructuration du secteur financier et de celui des entreprises a marqué le pas ; et la Chine, où les apports d'IED se sont emballés dans la perspective de l'admission du pays à l'Organisation mondiale du commerce<sup>3</sup>.

Les tendances régionales (figure 3) sont en grande partie la résultante de ces changements majeurs. Les apports d'IED aux pays d'Amérique latine (principale région bénéficiaire) et d'Asie de l'Est ont continué de diminuer. Ceux destinés au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord ont stagné en valeur nette, en grande partie sous l'effet des transferts de fonds à leurs sociétés mères des filiales étrangères basées dans les pays exportateurs de pétrole. Enfin, la vente de De Beers a stimulé les apports en direction de l'Afrique subsaharienne.

<sup>3</sup> La question de savoir dans quelle mesure les apports d'IED en Chine représentent pour celle-ci un surcroît de ressources reste posée, car une part non négligeable des IED recensés en faveur de la Chine trouvent leur origine à l'intérieur même du pays.

Figure 3 : Tendances régionales des apports d'IED



a. Estimations des services de la Banque.

Source : Banque mondiale, Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux, années diverses ; et estimations des services de la Banque mondiale pour 2001.

## Aide publique au développement

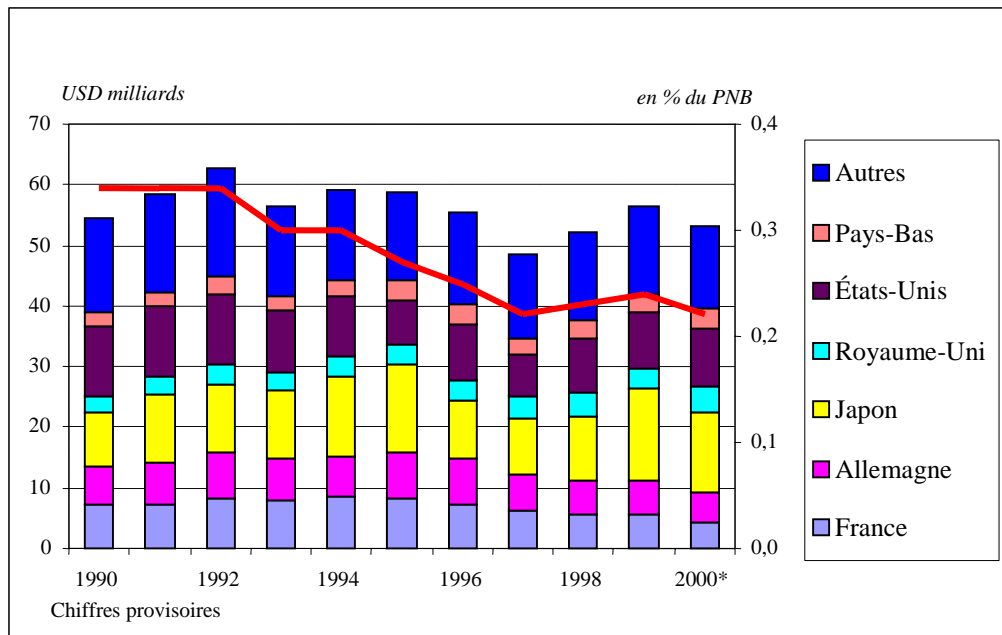
Ces deux dernières années ont vu l'aide diminuer encore. Selon les estimations, les apports d'aide *reçus par les pays en développement* (non compris les dons au titre de la coopération technique) ont encore décliné de 3,4 % en 2001 pour s'établir à 39,3 milliards de dollars, après avoir baissé de 3,8 % en 2000<sup>4</sup>. Cette baisse s'explique en grande partie par une réduction de l'aide japonaise en faveur des pays d'Asie du Sud-Est, les décaissements à ce niveau étant en recul par rapport à ceux effectués durant la crise asiatique. Les estimations préliminaires laissent penser que l'augmentation de l'aide en faveur des pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale s'est poursuivie, en raison à la fois de l'intensification de l'assistance dans la région des Balkans et de l'appui aux efforts déployés par les pays avancés d'Europe de l'Est en vue d'une admission à l'Union européenne. Les apports d'aide aux pays d'Afrique subsaharienne ont en revanche diminué, du fait des retards pris dans la mise en œuvre des réformes par certains pays, et il en est de même pour l'Asie du Sud, en dépit de l'effort accru d'aide humanitaire en faveur de l'Inde qui a suivi le séisme dévastateur de 2001.

L'aide publique au développement (APD) *fournie par les bailleurs de fonds* a diminué de 1,6 % en valeur réelle en 2000, pour s'établir à 53,1 milliards de dollars, ce qui représente 0,22 % du PNB des membres du Comité d'aide au développement (CAD) (voir figure 4 ; les données relatives aux apports d'aide des bailleurs de fonds pour 2001 ne sont pas encore disponibles). Ce recul, qui marque un renversement de la tendance à la hausse amorcée en 1998, tient à deux facteurs particuliers : la réduction de l'aide japonaise mentionnée plus haut, et le fait que certains pays ont été retirés de la liste de ceux admis à recevoir une APD du fait que leur

<sup>4</sup> Les flux d'aide concessionnels sont évalués de deux façons : au regard de l'aide que les pays en développement déclarent avoir reçue, et au regard de l'aide que les pays donateurs déclarent avoir fournie. Ces deux indicateurs sont différents dans la mesure où, au cours d'une année quelconque, le financement concessionnel fourni par les bailleurs de fonds aux institutions multilatérales n'est pas identique aux décaissements effectués par celles-ci en faveur des pays en développement.

revenu par habitant dépasse désormais le niveau en dessous duquel les apports sont comptés comme des flux d'aide<sup>5</sup>. Compte tenu de ce changement apporté à la liste établie par le CAD, les apports d'APD ont baissé de 0,2 % en valeur réelle en 2000, une baisse qui s'explique par le fait que l'aide fournie par les pays membres du Groupe des Sept (G-7) a diminué de 4,8 % en valeur réelle, les flux d'aide des pays non membres du G-7 ayant pour leur part augmenté de 8,3 %, toujours en valeur réelle. Par ailleurs, des progrès supplémentaires ont été réalisés pour l'octroi d'allègements de dette dans le cadre de l'Initiative PPTE renforcée, qui fait l'objet d'un autre document soumis au Comité du développement.

Figure 4 : Apports d'APD des pays bailleurs de fonds  
(en USD milliards et en pourcentage du PNB)



Source : OCDE, avril 2001.

Note : La ligne représente l'APD fournie par les pays bailleurs de fonds rapportée au PNB (axe de droite), et les barres représentent l'APD en milliards de dollars (axe de gauche).

Le déclin de l'aide enregistré ces dernières années vient s'ajouter à la baisse intervenue pendant la majeure partie des années 90. Exprimée en pourcentage du PNB des bailleurs de fonds, l'aide est tombée de 0,33 % en 1990 à 0,22 % en 2000. Cinq pays donateurs seulement ont atteint (ou dépassé) l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies et adopté par les pays du G-7 lors du Sommet « Planète Terre » de Rio en 1992. Parallèlement, le besoin d'aide ne cesse de croître. La population des pays en développement a augmenté de 17 % dans les années 90, et le nombre de personnes qui ont moins de 1 dollar par jour pour vivre (abstraction faite de la Chine) est resté à peu près le même. Quelque 60 millions d'habitants des pays en développement sont infectés par le VIH. Les Objectifs de développement du millénaire ne

<sup>5</sup> Dix pays ou territoires ont été rayés le 1<sup>er</sup> janvier 2000 de la liste des pays bénéficiant de l'APD : Antilles néerlandaises, Aruba, Corée, Gibraltar, Îles Mariannes septentrionales et Îles Vierges, Libye, Macao, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française.

sauraient être atteints sans augmentation de l'aide. Selon les estimations préliminaires, une réduction de moitié de la pauvreté d'ici à 2015 passera par un doublement de l'aide, conjugué à une amélioration des politiques suivies par les pays en développement et à une augmentation de l'aide allouée à ceux qui appliquent de bonnes politiques<sup>6</sup>. La communauté internationale doit se fixer comme priorités essentielles de prendre des mesures énergiques pour accroître les ressources disponibles au titre de l'aide, en conjonction avec une amélioration des politiques des bailleurs de fonds allant dans le sens d'une efficacité accrue de cette aide et avec l'élimination, au niveau des pays industrialisés, des barrières aux échanges qui entravent les exportations des pays en développement.

---

<sup>6</sup> Voir *Goals for Development: History, Prospects and Costs*, document de référence pour la réunion du Comité du développement de septembre 2001.



## Annexe

### Apports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement (USD milliards)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
<i>En prix constants 2001*</i>																	
Financement public du développement	46,5	51,2	48,5	46,2	46,2	58,5	63,7	56,0	52,5	46,4	51,4	28,6	40,1	53,5	45,8	36,4	36,0
Flux concessionnels	32,9	36,3	39,2	39,2	38,3	45,9	51,8	46,0	41,0	46,6	43,0	36,4	33,7	38,3	42,1	39,0	39,3
Dons publics <sup>1</sup>	17,2	19,8	19,8	21,0	21,5	29,7	36,7	30,3	27,8	31,7	30,5	25,7	24,8	27,4	30,0	28,7	29,6
Prêts concessionnels publics	15,7	16,5	19,3	18,2	16,9	16,2	15,1	15,8	13,2	14,9	12,5	10,6	8,9	10,9	12,0	10,4	9,7
Prêts non concessionnels publics	13,6	14,8	9,3	7,0	7,9	12,6	11,9	9,9	11,6	-0,1	8,4	-7,7	6,5	15,2	3,8	-2,7	-3,3
Flux privés	39,9	29,3	29,3	44,9	42,7	44,4	64,9	98,6	164,6	170,8	191,5	253,3	280,5	278,1	223,3	216,6	160,0
Prêts privés	26,0	16,8	12,7	21,4	13,1	15,0	19,7	37,9	49,1	49,6	58,8	88,4	91,5	87,8	5,6	7,9	-26,8
IED <sup>2</sup>	13,7	11,7	15,8	22,2	25,8	25,4	37,3	46,8	65,4	87,2	99,2	119,8	160,9	175,0	183,4	159,9	168,2
Prises de participation	0,1	0,7	0,8	1,3	3,8	3,9	7,9	13,9	50,1	34,0	33,5	45,0	28,2	15,3	34,3	48,8	18,5
<b>FLUX NETS GLOBAUX</b>	<b>86,3</b>	<b>80,4</b>	<b>77,8</b>	<b>91,1</b>	<b>88,9</b>	<b>102,9</b>	<b>128,7</b>	<b>154,6</b>	<b>217,1</b>	<b>217,2</b>	<b>242,9</b>	<b>281,9</b>	<b>320,6</b>	<b>331,6</b>	<b>269,1</b>	<b>253,0</b>	<b>196,0</b>
Pour mémoire :																	
Paiements d'intérêts	91,7	83,9	78,5	86,7	80,8	74,0	75,5	67,8	67,0	75,1	93,7	97,7	105,3	116,5	121,3	121,5	122,2
Bénéfices sur les IED	15,0	14,2	14,6	15,3	19,1	18,5	16,7	17,9	19,7	24,1	24,6	27,5	29,6	34,6	40,1	43,5	55,3
Dons privés	3,7	4,1	4,7	5,0	4,5	5,4	5,7	6,0	5,8	5,8	5,6	5,1	4,8	5,5	5,7	5,3	5,4
Données connexes :																	
Utilisation nette des crédits du FMI <sup>3</sup>	0,1	-3,4	-6,8	-5,8	-2,7	-1,9	4,8	1,6	1,9	1,5	16,1	0,5	13,5	18,9	-12,5	-10,3	13,5
Dons au titre de la coopération technique	9,8	11,3	12,8	14,1	13,7	14,8	16,3	17,6	17,9	16,3	18,7	17,1	14,7	16,0	16,5	14,9	15,2
Flux nets de la Banque mondiale	6,6	6,9	5,6	3,4	3,5	5,4	2,7	0,1	2,7	-0,3	1,0	1,2	6,3	6,7	5,1	3,3	2,2
Flux nets de l'IDA	3,5	3,8	4,4	4,2	3,8	4,3	4,5	4,8	4,4	5,4	4,6	5,2	4,9	4,7	4,5	4,0	4,7
<i>En prix courants</i>																	
Financement public du développement	36,7	41,0	41,0	40,1	41,3	55,6	60,9	56,4	53,5	48,0	55,3	31,2	43,0	54,5	46,1	37,9	36,0
Flux concessionnels	26,0	29,1	33,2	34,0	34,3	43,6	49,5	46,4	41,7	48,1	46,3	39,7	36,1	39,0	42,3	40,7	39,3
Dons publics <sup>1</sup>	13,6	15,9	16,8	18,2	19,2	28,2	35,1	30,5	28,3	32,7	32,8	28,1	26,6	27,9	30,2	29,9	29,6
Prêts concessionnels publics.	12,4	13,2	16,4	15,8	15,1	15,4	14,4	15,9	13,4	15,4	13,5	11,6	9,5	11,1	12,1	10,8	9,7
Prêts non concessionnels publics	10,8	11,9	7,9	6,1	7,1	12,0	11,4	10,0	11,8	-0,1	9,0	-8,5	6,9	15,5	3,8	-2,8	-3,3
Flux privés	31,5	23,4	24,8	39,0	38,2	42,2	62,0	99,4	167,6	176,4	206,1	276,5	300,8	283,2	224,4	225,8	160,0
Prêts privés	20,5	13,4	10,7	18,6	11,7	14,3	18,8	38,2	50,0	51,2	63,3	96,5	98,1	89,4	5,6	8,2	-26,8
IED <sup>2</sup>	10,9	9,4	13,4	19,3	23,1	24,1	35,7	47,1	66,6	90,0	106,8	130,8	172,5	178,3	184,4	166,7	168,2
Prises de participation	0,1	0,6	0,7	1,1	3,4	3,7	7,6	14,1	51,0	35,2	36,1	49,2	30,2	15,6	34,5	50,9	18,5
<b>FLUX NETS GLOBAUX</b>	<b>68,2</b>	<b>64,5</b>	<b>65,9</b>	<b>79,1</b>	<b>79,6</b>	<b>97,8</b>	<b>122,9</b>	<b>155,8</b>	<b>221,1</b>	<b>224,3</b>	<b>261,5</b>	<b>307,7</b>	<b>343,8</b>	<b>337,7</b>	<b>270,5</b>	<b>263,7</b>	<b>196,0</b>
Pour mémoire :																	
Paiements d'intérêts	72,4	67,3	66,5	75,3	72,3	70,3	72,2	68,3	68,2	77,6	100,8	106,6	112,9	118,7	121,9	126,7	122,2
Bénéfices sur les IED	11,9	11,4	12,4	13,3	17,1	17,6	16,0	18,0	20,1	24,9	26,5	30,0	31,8	35,2	40,3	45,4	55,3
Dons privés	2,9	3,3	4,0	4,3	4,0	5,1	5,4	6,0	5,9	6,0	6,0	5,6	5,2	5,6	5,7	5,5	5,4
Données connexes :																	
Utilisation nette des crédits du FMI <sup>3</sup>	0,1	-2,7	-5,8	-5,0	-2,4	-1,8	4,6	1,6	1,9	1,6	17,3	0,6	14,5	19,2	-12,6	-10,8	13,5
Dons au titre de la coopération technique	7,7	9,1	10,8	12,3	12,2	14,1	15,6	17,7	18,2	16,9	20,1	18,7	15,7	16,3	16,6	15,5	15,2
Flux nets de la Banque mondiale	5,2	5,6	4,8	2,9	3,1	5,1	2,6	0,1	2,8	-0,3	1,1	1,4	6,7	6,8	5,1	3,4	2,2
Flux nets de l'IDA	2,8	3,0	3,8	3,7	3,4	4,1	4,3	4,8	4,5	5,6	4,9	5,7	5,3	4,8	4,5	4,2	4,7

Sources : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux ; Modèle économique global de la Banque mondiale ; Comité d'aide au développement (CAD/OCDE), *Geographic Distribution of Flows*.

Note : Les chiffres de 2001 sont des estimations.

\* Une nouvelle série de déflateurs a été utilisée pour calculer les flux publics en valeur constante. Comme par le passé, ils rendent compte des importations de marchandises pour tous les pays en développement, y compris les pays en transition d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique. Mais la nouvelle série rend plus fidèlement compte de la physionomie mondiale des échanges de produits de base, de produits pétroliers et de produits manufacturés, ainsi que de la structure des prix des éléments énergétiques et non énergétiques.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : FMI.

3/ Y compris le Fonds fiduciaire du FMI et la FASR.